

SOCIETE CIVILE DU MANIEMA
SOCIMA
ANTENNE DE KASONGO
A KASONGO (R.D.C.)

« NOUS VOULONS LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX ».

Message de paix et réconciliation de la Société Civile du Maniema/ Antenne de Kasongo aux belligérants : Forces armées du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD)/Goma et Combattants Mai-Mai.

Chers Compatriotes Belligérants,

0. PREAMBULE

Nous, Forces vives réunies au sein des Associations membres de la Société Civile du Maniema/Antenne de Kasongo ; avons l'honneur de vous adresser ce MESSAGE de PAIX et de RECONCILIATION, eu égard à la détérioration de la situation socio-sécuritaire et humanitaire de nos populations civiles au centre et sud-Maniema, dans les territoires de Pangi (précisément KAMPENE) ;Kasongo, Kabambare et Kibombo à l'Est de la République Démocratique du Congo dans la Province du Maniema.

Alors que tous les espoirs sont permis avec la dynamique du DIALOGUE INTERCONGOLAIS pour la paix et la réconciliation entre les filles et fils de notre pays la RDC , à travers les différents Accords de paix soutenus par la Communauté Internationale (Accords de Lusaka, de Gaborone...) et particulièrement l'ACCORD GLOBAL ET INCLUSIF signé à Pretoria en Afrique du Sud, le mardi 17 décembre 2002, sous la médiation de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) par Monsieur MOUSTAPHA NIASSE, son envoyé spécial ;

Considérant que cet Accord Global et Inclusif, ainsi que tout le processus de paix déclenché depuis Lusaka constitue une opportunité qui s'offre à toutes les couches des populations congolaises en termes de responsabilité pour le bonheur de tous et de chacun ; de la réunification de notre pays après tant d'années de guerre inutile ; de la cessation définitive des hostilités entre les belligérants et des pillages éhontés des ressources naturelles de la République Démocratique du Congo ;

Nous réjouissant d'une accalmie relative, dans cette optique, dont bénéficient, mutatis mutandis, nos compatriotes dans le Territoire de Kabambare avec son foyer minier de tension à SALAMABILA ; dans le Territoire de Kasongo, concrètement à Kasongo-centre et ses environs ; dans le Territoire de Kibombo au chef lieu et ses localités périphériques ;

Reconnaissant, par ce même fait, les efforts de négociation amorcés à Salamabila (avec Kilembwe), Kasongo (avec Kampene), Kibombo entre les autorités locales du Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Goma et les Miliciens Mai-Mai pour plus de paix et de stabilité sécuritaire ;

Nous, Forces Vives de la Société Civile du Maniema/Antenne de Kasongo, déplorons néanmoins, avec les larmes aux yeux, l'enlèvement, voire le pourrissement de la situation humanitaire, sanitaire, sécuritaire et socio-économico-politique consécutive aux affrontements répétitifs absurdes entre vos deux forces, au grand mépris du strict minimum du respect des droits humains et des conventions internationales pour la protection des populations civiles en général.

En effet, ces violences aveugles entre nous congolais, natifs dans la plupart du Maniema, découragent toutes les initiatives du développement, paralysent les activités socio-économiques et retardent encore davantage l'avènement d'une paix effective dans notre contrée déjà si enclavée et si misérable, en dépit de toutes les richesses, les potentialités et les ressources humaines, naturelles que nous possédons. D'ailleurs nous nous posons la question de savoir à qui profite votre folie meurtrière, sinon à vous-mêmes d'autant plus que vos affrontements injustifiés se cristallisent surtout dans des postes riches en or ou coltan (Salamabila, Bikenge, Kampene, Kama) aux fins de vous enrichir personnellement et de soutenir l'effort d'une guerre sans idéal, ni conviction patriotique. Et dire que ce sont les pauvres villageois qui payent les frais et c'est à eux que vous êtes censés libérés que se retournent vos armes pour les piller, les massacrer sans honte ni vergogne, les infliger des traitements inhumains et dégradants sans aucune pitié. Est-ce là votre libération ? Est-ce là l'idéal démocratique que vous voulez instaurer en imposant la terreur et une paix, hélas des cimetières et des sempiternels pillages de nos chèvres, poules, canards, vélos ?

Permettez-nous, Chers Compatriotes Belligérants, de vous adresser ce **Message pour que vous reveniez sur des bons sentiments et vous engager résolument sur le chemin de la paix et travailler ainsi davantage sur la voie de la réconciliation. Car, NOUS VOULONS LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX.** Nous sommes fatigués de cette guerre que vous nous imposez si injustement. Voilà pourquoi, notre message s'articulera autour des axes et préoccupations ci-après :

BREF APERCU HISTORIQUE SUR UNE ANNEE DE CALVAIRE DE NOS POPULATIONS DU CENTRE ET SUD – MANIEMA : DE JANVIER 2002 à JANVIER 2003

Depuis maintenant une année, nos populations subissent un véritable calvaire, une effroyable descente aux enfers, à telle enseigne que nous ne savons pas combien de temps nous continuerons à supporter les souffrances que vous nous infligez si sadiquement et gratuitement. Pour peu que nous puissions nous en souvenir :

- **Dès janvier 2002** et même un peu plus avant, la circulation entre Kindu et Kasongo est complètement difficile, car fourmillent par-ci, par-là des bandes armées qui n'ont aucun sens de l'humain. Ce verrouillage des axes routiers asphyxie à la fois la ville de Kindu qui bénéficie des denrées alimentaires venant du Sud-Maniema (Riz, maniocs, huile de palme...); mais aussi le sud est privé du sel et de quelques produits manufacturés en provenance du chef-lieu de la province.

- **En avril 2002**, un groupe des miliciens Mai-Mai s'installe à BUTUMBA sur l'axe Kindu-Kasongo. Il progresse rapidement vers le **23 avril 2002** du côté de

MUSONGELA et PENENGOLI sur la route secondaire qui relie la localité NGOMA (ou Enriaco ou Samuéli) au fleuve Congo et de l'autre côté de la rivière LOWA.

C'est le début d'un calvaire qui connaîtra la prise de KAMPENE par les miliciens Mai-Mai qui se disent des « KAKA SAWA », dans le Territoire de Pangi et comme revers de la médaille, les éléments du RCD pillent KAYUYU et achèveront leur sale besogne à Kampene , lors de la reprise de la localité par leurs éléments le 6 juin 2002. En effet, un pillage systématique se fait par le 81^{ème} bataillon ANC à l'Hôpital du diocèse de Kasongo MUUNGANO : 40 panneaux solaires, les instruments chirurgicaux médicaments, les instruments de laboratoire, argent, outillages de garage. Les institutions de développement, comme le centre nutritionnel ALBA, l'ongd LOGYO, l'atelier des handicapés ont été aussi spoliés. Les biens des paisibles citoyens dans les boutiques, les maisons privées ne seront pas épargnés et certains habitants de Kampene seront poursuivis même dans les « Mangene » (en brousse) où ils se verront dépouillés jusqu'aux habits sur le corps. Les écoles seront vidées de leurs archives, manuels scolaires. 1000 élèves iront grossir le nombre des exilés en brousse, alors que l'année scolaire tendait à sa fin. Dans cet imbroglio, plusieurs finalistes du secondaire ne réussiront pas à présenter leurs exétats. Comme si cela ne suffisait pas, les militaires du 81 ème bataillon du RCD menaceront les deux pères missionnaires xaveriens italiens. Ils seront humiliés et pillés à leur tour jusqu'à la montre bracelet. Ils seront évacués de justesse le **30 juillet 2002** laissant le champ libre aux hommes en uniforme qui transformeront le couvent en un bordel. Et pour coiffer le tout un pilote russe connaîtra la mort lors de la nième confrontation entre les deux belligérants, lors d'un vol commercial Bukavu-Kampene, le **14 août 2002**. Depuis lors Kampene est sur la coupe des Mai-Mai qui a leur tour se servent des miettes laissées par les fameux militaires du 81 ème bataillon qui rêvent toujours de conquérir cette localité riche en or, surtout à MUCHUYUKO (ou BENYIKASUKU), à 3 km de Kampene.

Le drame de Kampene qui continue à défier la chronique aura aussi à son actif : une multitude des déplacés vers Kindu, Kalima, Kasongo par des voies contournées ; une capitalisation des frustrations en termes des conflits latents enclins à la vengeance, des massacres des populations civiles innocentes, des maisons brûlées sur la route vers Kama, à partir de la localité MSEMAKWELI jusqu'au début du village LUYAMBA sur une distance de 18 km. Au village KITANGI, on a appris qu'il y a eu des altercations entre les habitants et les militaires RCD au bout desquelles des civils ont été tués.

- **En juin 2002**, la cité aurifère de SALAMABILA à 60 kms de Wamaza dans le territoire de Kabambare est prise d'assaut par les miliciens hétéroclites venus de Kilembwe. Avant leur délogement le **26 juillet 2002**, la cité sera pillée par les Mai-Mai. Des commerçants « bashi » surtout dépouillés de leurs marchandises. Des maisons incendiées. Des habitants innocents tués. Pendant ce temps une vague des déplacés guerre se déferlera à Wamaza, Lusangi et Kasongo. Les militaires fuyards du 83 ème bataillon battront leur record dans des pillages des chèvres, des poules, des vélos sur tous les villages sur l'axe Salamabila-Wamaza, via les villages de Kayembe, Kamitanda ; sur l'axe Wamaza-Lusangi, via les villages de Mwangundu, Mwamuloyi, Kilubi, Kasesa, kalufanya ; Wamaza- Kasongo en passant par Maulumwanda, Mwanandeke, Mungomba, Mulangabala. Les cas des viols ont été

enregistrés et des exécutions sommaires de 6 militaires à Wamaza pour des raisons de pillages.

- **En juillet 2002**, la localité de Kipaka, chef lieu de la collectivité de Maringa dans l'Uzimba en territoire de Kasongo est visité par les combattants Mai-Mai. Ici aussi, l'on assiste aux pillages des biens dans les groupements de Saidi, Kasubi, Sengamali, Sungu, Yamambayamba, Karomo, Mobanga,... et par les miliciens et par les militaires du 81 ème bataillon après une kyrielle d'attaques avec des renversements des situations. Soit, c'est le RCD qui fait sa loi, soit ce sont les Mai-Mai qui pratiquent la politique de la terre brûlée. Partout, il y a des tueries par les deux camps, avec la scène spectaculaire du **5 novembre 2002** quand les éléments du RCD se promèneront avec la tête d'un mai-mai tué, au bout de la lance au vu et au su de tous les habitants de Kipaka.

- **Entre le 3 et 5 juillet 2002**, en fuite d'une incursion des Mai-Mai à KIBOMBO, cité sœur de Kasongo, les militaires du RCD pillent tous les villages le long de l'axe Kankumba- Kasongo ; alors que d'autres gaillards en fusil en bandoulière opèrent paisiblement dans les villages de Mungomba, Lububula en territoire de Kasongo en pillant les chèvres. Et le 8 août 2002, de suite d'un incident malheureux de l'homicide involontaire survenu à un villageois par un coup de lance ; c'est une soixantaine des chèvres du village BENYERONGO, groupement Penesenga à 9 km de Kasongo qui sera emportée par les hommes en uniforme.

- Le **17 août 2002**, c'est la débâcle du 81 ème bataillon à BIKENGE une autre cité aurifère à 145 kms de Kasongo dans la collectivité de Mulu. Les Mai-Mai sont maîtres de la situation. Tout le commandement prend la fuite et se réfugie à Kasongo. Les soldats fuyards du 81 ème bataillon raflent tout sur leur passage : chèvres, poules, canards, argents, effets personnels. Un véritable calvaire qui durera au moins deux semaines : les bottes des fuyards rimant avec les extorsions, les viols, les coups et blessures et les assassinats, dont le cas de monsieur ALI SALEH KIBABA alias Tony, fils de Ali et Ziada, âgé de 44 ans et père de dix enfants, criblé de 4 balles par un militaire fuyard du 81 ème bataillon, en date du 19 août 2002 dans la localité de Kionga – Kamonga en territoire de Kasongo, tout simplement parce qu'il a refusé avec sa poule.

- **Depuis août 2002 jusque janvier 2003**, la cité de Mingana dans la collectivité de Mulu a connu au moins 9 affrontements faisant plusieurs victimes innocentes parmi les populations civiles. Toute la vie est paralysée. Le gros des habitants s'il n'a pas fuit à Kasongo, il s'est réfugié en brousse dans des maisons de fortune. De là, ils seront pourchassés, soit par les mai-Mai, soit par les soldats du RCD qui les pillent, les intimident, les menacent, les tuent. Des pères Missionnaires d'Afrique résistent tant bien que mal et assistent impuissants à des atrocités que seule une enquête déterminera l'ampleur du drame. Par, ailleurs les élèves n'étudient plus. Les écoles sont fermées. Un véritable « génocide intellectuel » se déroule alors que les combattants de tout bord se frottent les mains dans un ramassage facile des butins de guerre. Le même dispensaire de Mingana qui soigne leurs blessés, est pillé et ici les Mai-mai ont montré ce dont ils étaient capables dans la cueillette pour trouver de l'argent facile. Les libérateurs d'hier deviennent les bourreaux de demain et vice-versa. Ils libèrent qui, de quoi et pourquoi ? Ils servent la cause de qui, de quoi et pourquoi ?

- En **septembre 2002**, après les mille et un affrontement à Kibombo, les belligérants libérateurs par ironie du sort, pillent la paroisse de Kibombo, l'hôpital et se rivalisent dans les atrocités.

- **En janvier 2003**, BIKENGE, la convoitée retombe entre les mains des Mai-Mai. L'histoire se répète. Les vélos sont réquisitionnés par les militaires pour être revendus à des tiers personnes. Les chèvres connaissent leur calvaire habituel. Les pillages s'enchaînent à Mingana, Rudika, Saidi, Mwanga et débordent Mwanandeki jusque le village d'Olimba et de Lububula où facilement une vingtaine des chèvres sont attrapées. Ceux qui réclament leurs droits sont rabroués, intimidés, battus, blessés. On justifie les pillards qui ne manquent jamais des infractions à imputer à leurs victimes. Les bourreaux sont innocentés et les victimes inculpées dans un renversement de scénario où seul le sadisme peut justifier l'injustifiablement injustifiable. Ce fut le cas en date du **16 janvier 2003** quand des militaires en provenance de Kibombo fracassent la tête d'un jeune homme dans un village le long du fleuve pour lui voler son vélo et paradoxalement ce sont 4 villageois qui doivent assurer les soins de la victime après avoir écopé de quelques jours de détention.

- Dernièrement, c'était le tour des réfugiés rwandais hutus de payer la facture et l'on ne sait pas à qui sera le prochain tour quand les populations de Kasongo sont terrorisées par des crépitements des balles au long des journées et que les hommes en uniforme circulent de façon trop visible avec leurs armes en bandoulière instaurant un climat d'incertitude pour le lendemain.

- A ce tableau sombre s'ajoute une kyrielle des taxes au marché et des bavures policières qu'aggravent l'institutionnalisation de « mbongo ya makolo »(l'argent donné pour cause du déplacement du policier ou militaire), à peine on a une petite interpellation devant l'officier du ministère public et la famine à cause de l'instabilité des paysans qui ont du mal à cultiver.

Telle est la situation on ne peut plus misérable qui prévaut dans le Centre, Sud-Maniema et dont les incidences influent négativement sur le vécu quotidien de nos populations.

3. INCIDENCES DE CES DRAMES HUMANITAIRES SUR LE VECU QUOTIDIEN DE LA POPULATION AU CENTRE, SUD-MANIEMA

Les quelques faits que nous venions de décrire, ne sont que des faces visibles de l'iceberg. Et les conséquences sur la population s'avèrent de véritables crimes contre l'humanité qui se justifient selon maints égards :

3.1. Sur le plan humanitaire, sanitaire et sécuritaire :

Pillages et destruction méchante des structures médicales : Hôpital Muungano de Kampene, Hôpital de Kipaka, Dispensaire-maternité de Mingana, Hôpital de Kibombo.

Afflux ou vague des déplacés de guerre dans certains centres notamment à Kasongo dépouillés du strict minimum pour leur survie.

Insécurité alimentaire pour les plus ou moins 1000 familles des déplacés et dans les familles d'accueil sans aucune assistance .

Insécurisation des réfugiés rwandais Hutu à Kasongo par des militaires ANC.

Faible rayon d'intervention des ONG internationales humanitaires (Concern, Fometro, CARE International) due à l'inaccessibilité des forêts où sont entassées plusieurs personnes dans les Mangene ou brousses.

Recrudescence des maladies épidémiques et endémiques : gale, maladies diarrhéiques, paludisme, tuberculose, infections respiratoires aiguës, verminose, maladie du sommeil, SIDA, etc.

Insécurité croissante dans les localités isolées des centres urbains occasionné par des militaires RCD ou les mai-mai.
Mal nutrition, kwashiorkor.

3.2. Sur le plan des droits humains :

Viols des femmes d'autrui, des filles et mineures.

Assassinats, meurtres, tueries, exécutions extrajudiciaires, coups et blessures des populations civiles innocentes par les deux belligérants.

Extorsions, pillages des biens de la population notamment : les chèvres, les poules, les canards et autres effets en nature ou argent.

Rafle intempestif des vélos appelés par ironie « animal protégé ».

Tracasseries, intimidations, menaces, humiliations, arrestations arbitraires et détentions illégales.

Existence des cachots clandestins où sont torturées des personnes innocentes.

Vols simples et vols à mains armées.

Incursions dans des maisons des tiers suivis des vols et des viols.

Incendies des maisons et actes barbares de vandalisme.

Recrutement et enrôlement des mineurs du côté de la rébellion RCD et des combattants Mai-Mai.

3.3. Sur le plan socio-économique et culturel :

Pillages des infrastructures scolaires et autres.

Fermeture des écoles dont 68 pour le primaire, 33 pour le secondaire (dans le territoire de Kasongo), 39 primaires et 6 du secondaire dans le territoire de Pangji.

Non-scolarisation des enfants dans des contrées ciblées (Kampene, Mingana, Kipaka et ses environs, Bikenge...) entraînant une déperdition scolaire, voire un véritable « génocide intellectuel », beaucoup d'élèves déplacés de guerre, soit pour la seule cité de Kasongo, 700 garçons et 486 au primaire ; 499 garçons et 277 filles au secondaire. Ainsi 1962 élèves vivent de la générosité des habitants de Kasongo sans aucune assistance.

Mendicité des étudiants et pratique de la débauche avec tous les risques des grossesses prématurées et autres maladies sexuellement transmissibles et le SIDA.

Paralyse des activités économiques de survie de la population.

Enclavement du à la non circulation du train, à l'impraticabilité des routes (axes Kasongo-Kindu, Kibombo- Kindu par route ou le long du fleuve), au manque des moyens de communication performants.

Délabrement des infrastructures routières.

Culture de nudité introduite par les miliciens Mai-Mai. D'où la perversion des mœurs auprès surtout des adolescents.

Emergence de la culture de violence causée par cette guerre.

Capitalisation des frustrations enclines à la vengeance, la haine.

Impaiement des fonctionnaires de l'Etat entraînant la clochardisation du personnel, la corruption, le manque de conscience professionnelle, l'esprit du mercenariat, la concussion, la mendicité, la dépersonnalisation.

Destruction méchante des unités de production (Cotonnière Kasongo, Samba, Lusangi) et du camp militaire (camp police de Kasongo).

Exhibition publique des scènes horribles de torture, de calcination de corps stimulant les appétits criminels et revanchards.

Sur taxation des produits agricoles et manufacturés entraînant les tracasseries administratives dans le chef des fonctionnaires de l'Etat.

De ce qui précède, il nous sied de formuler certaines recommandations susceptibles d'apporter un changement sur le vécu quotidien de nos populations.

4. DES RECOMMANDATIONS.

4.1. Aux *Belligérants du RCD et MAI – MAI* :

Nous leur demandons de :

Cesser immédiatement les hostilités et s'engager résolument et sans délai dans la dynamique des négociations aux fins de soulager la misère du peuple qui a souffert tant de toutes ces violences et pillages.

Protéger les personnes et leurs biens : chèvres, vélos, poules, canards, argent, etc. Arrêter scrupuleusement les viols éhontés des mineures, filles et femmes d'autrui. Mettre fin au recrutement et enrôlement forcé des mineurs dans vos troupes armées. Mettre fin aux tortures, tueries, assassinats, meurtres, exécutions extrajudiciaires. Respecter les conventions internationales sur les traitements des prisonniers de guerre.

Arrêter les scènes horribles de couper les têtes, de brûler vives les victimes. Mettre fin aux pillages et aux barrières qui ne sont que les opportunités pour vos troupes de voler, extorquer les paisibles citoyens.

Assurer la libre circulation des personnes et des biens. Mettre fin aux actes de terrorisme, de barbarie, vandalisme. Discipliner vos éléments pour qu'ils respectent les droits humains.

Cantonner vos combattants dans les casernes et arrêter de grâce les mouvements des troupes qui insécurisent et déstabilisent la population.

Cesser les tracasseries inutiles à l'endroit des réfugiés et respecter les conventions internationales en la matière.

Respecter les différents accords de paix signés et/ou approuvés par toutes les composantes au Dialogue intercongolais.

4.3. Aux Autorités politico-administratives et policières:

Nous leur enjoignons :

De cesser avec les tracasseries policières et administratives

De respecter la loi et la faire respecter, car « nul n'est au dessus de la loi ».

De mettre fin aux pratiques de « mbongo ya makolo » qui ne sont que des simples extorsions et vols.

De mettre fin aux tortures, coups et blessures et autres traitements dégradants.

De diminuer les taxes et mettre fin aux collectes et contributions anarchiques (en denrées alimentaires ou argent) qui ne font qu'appauvrir la population et enrichir les parasites.

De ne plus se servir du travail communautaire « salongo » pour extorquer et détenir illégalement les personnes.

De fermer les cahots clandestins et respecter la dignité des personnes.

De cesser avec les viols des femmes d'autrui, filles et mineures surtout en cas d'emprisonnement.

4.3. Aux populations civiles :

Nous leur rappelons :

De ne pas céder au découragement ni à l'esprit revanchard.
 De rester solidaires dans les difficultés.
 De ne pas cautionner les actes des pillages, de vol et de vandalisme.
 D'avoir le courage de dénoncer tous les abus constatés et de les témoigner.
 D'éviter les dénonciations calomnieuses, les camaraderies avec les hommes en uniformes surtout dans l'intention de nuire à autrui ou de voler.
 D'éviter les vols et les actes de pillages et de vandalisme.
 De mettre fin à la pratique des rapt, viols.
 De sauvegarder les bonnes mœurs que nous ont léguées nos ancêtres.
 De fuir l'oisiveté, le parasitisme, le mensonge, les rumeurs et de se mettre au travail pour la reconstruction de notre beau pays.
 De sauvegarder jalousement le patrimoine existant ou ce qui reste encore de ceci.
 De cultiver l'esprit patriotique et d'œuvrer pour l'unité nationale.
 D'incarner les valeurs de la non-violence active face à toute forme de provocation et d'agression.

4.4. A la Communauté Internationale :

Il lui revient :

De comprendre que cette guerre imposée au peuple congolais est injuste, inique et injustifiable.
 De **déployer** les troupes de la **MONUC** au Sud-Maniema pour observer le cessez-le-feu.
 Exercer une forte pression aux belligérants pour qu'ils fassent taire définitivement les armes et ainsi mettre fin aux hostilités.
 D'assister les populations civiles du Centre Sud-Maniema, meurtries et sinistrées.
 De combattre l'impunité en instituant le **TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL POUR LA RDC (TPIC)**.

Chers Compatriotes Belligérants,

Afin d'assurer l'exécution de ces différentes recommandations et pour soulager tant soit peu la misère de nos populations ; Nous Forces vives du Centre, Sud-Maniema, décidons en ce jour, la mise sur pieds **d'UNE COMMISSION DE PACIFICATION ET DE RECONCILIATION** qui aura pour mission de concilier les filles et fils de cette contrée autour d'une table de négociation et amorcer ainsi le rétablissement d'une paix durable, d'une sécurité pour tous et d'une concorde fraternelle pour le développement intégral de tous et de chacun. **Car, NOUS VOUS LA PAIX, RIEN QUE LA PAIX.**

Fait à Kasongo, ce 31 janvier 2003.

Pour les forces vives de la Société civile du Maniema/Antenne de Kasongo :

1. Président Socima/Kasongo : placide ZAKUANI
2. Responsable Eglise Catholique : Abbé TATA Pontien
3. Président du Réseau des associations des droits humains : Abbé Alexis NDALIMBUZI
4. Eglise CELPA : Pasteur MULUMBA Kamulete
5. Réseau des associations féminines : Mademoiselle FEZA